

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



MB92 (ex Blohm&Voss)

46 Quai François Mitterrand
13600 LA CIOTAT

Références : D-0011-MRS-2023
Code AIOT : 0006412907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2022 dans l'établissement MB92 (ex Blohm&Voss) implanté 46 Quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite était réalisée suite à la signature de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 08/09/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MB92
- 46 Quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT
- Code AIOT : 0006412907
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MB 92 exerce des activités de peinture, d'entretien et de réparation navale au sein des chantiers navals de La Ciotat.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Moyens incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.3	/	Sans objet
3	Opérations de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.2	/	Sans objet
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.3	/	Sans objet
6	Voies engins	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.3	/	Sans objet
7	Conteneurs	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non conformités majeures. Toutefois, des compléments nécessitent d'être apportés pour certains points particuliers (repris dans le fiches de constats) pour s'assurer d'un conformité complète.

En outre, les travaux de mise en conformité relatifs à la collecte et au traitement des rejets aqueux ont pris du retard par rapport aux échéances prescrites par l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour toute opération réalisée sous cocon et susceptible d'avoir un impact sur les rejets atmosphériques, l'exploitant met en œuvre un système de captage, de traitement et de rejet adapté aux polluants à traiter et permettant le respect des valeurs limites d'émissions prescrites dans le présent arrêté. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Chacun des points de rejet se situe à minima au niveau de la ligne de flottaison du navire. Tout rejet à l'horizontal est interdit. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission du point de rejet considéré dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h. L'exploitant dispose à minima d'un équipement de traitement et de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures prévues dans le présent arrêté, conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'inspection a constaté que la majorité des points de rejets étaient conformes aux prescriptions. Toutefois, un cocon était équipé d'un point de rejet horizontal. La société MM 92 s'est engagée à modifier ce points et effectuer un rappel sur les conditions de mise en œuvre de ces points de rejets. Au jour de l'inspection, aucune mesure des rejets n'avait encore été réalisée, ce qui n'a pas permis de s'assurer du respect des caractéristiques des rejets (vitesse, débit).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents aqueux de l'ensemble de la plateforme d'activité sont collectés et traités suivants les modalités du présent article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au plus tard 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <p>Pour ce qui concerne la grande forme et les zone d'activité associées, les effluents générés par temps sec seront collectés puis dirigés vers la station de traitement de la plateforme Atlas. Avant toute opération susceptible d'être à l'origine de rejets aqueux sur ces zones, l'exploitant s'assure de la capacité des installations de la plateforme Atlas à collecter ces effluents (disponibilité des capacités tampons notamment). Les effluents rejetés respectent les valeurs limites de concentration fixées à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au plus tard 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <p>Pour ce qui concerne les places situées sur la plateforme moyenne plaisance, les effluents générés par temps sec, ainsi que les eaux pluviales, sont collectés et traités par un système correctement dimensionné à cet effet. Les installations sont dimensionnées pour permettre à minima la collecte d'une pluie décennale d'une durée d'une heure, et le traitement d'une pluie annuelle d'une durée d'une heure. Les justificatifs du dimensionnement des installations de collecte et de traitement sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement. Les effluents rejetés respectent les valeurs limites de concentration fixées à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dès la mise en service de la plateforme Atlas, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <p>Les effluents générés par temps sec, ainsi que les eaux pluviales sont collectés et traités avant rejet au milieu naturel. Les effluents rejetés respectent les valeurs limites de concentration fixées à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Constats : Pour ce qui concerne la grande forme et les zones associées, les travaux de raccordement au système de collecte et de traitement de la plateforme ATLAS n'ont pas encore été réalisés, mais sont prévus pour être terminés d'ici fin janvier 2023. La société MB92 devra informer l'inspection de la bonne réalisation de ces aménagements.</p> <p>Pour ce qui concerne la plateforme moyenne plaisance, la commande des travaux sera passée en janvier 2023, pour une mise en service avant fin juin 2023. La société MB92 devra informer l'inspection de l'avancement, en réalisant un point d'étape fin mars 2023.</p> <p>Pour ce qui concerne la plateforme ATLAS, aucune des deux station de traitement n'était fonctionnelle le jour de l'inspection, alors que la plateforme est exploitée depuis le 22 septembre 2022. La société MB92 a par la suite transmis des documents indiquant que la première unité avait</p>

<p>été mise en service le 19 décembre 2022. La seconde unité demeure à l'arrêt suite à des problèmes d'étanchéité. Les résultats des premières analyses de rejets traités par l'unité en fonctionnement (réalisées le 19 décembre 2022), n'ont révélés aucune non conformité.</p> <p>La société M92 devra informer l'inspection de la mise en service de la seconde unité de traitement. Dans l'attente, les opérations de carénages devront être prioritairement réalisées dans la zone couverte par la station de traitement fonctionnelle.</p> <p>Pour l'ensemble de ces constats, l'inspection propose au préfet de prendre acte des délais et conditions de mise en conformité rappelés ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Opérations de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'issue de chaque chantier, un nettoyage complet de la place concernée est réalisé. Les déchets et effluents aqueux générés par ces opérations sont collectés et traités en tant que déchets.</p> <p>L'ensemble des zones d'activité extérieure (y compris le fond de forme) fait l'objet d'un nettoyage complet chaque semestre. Les déchets et effluents aqueux générés par ces opérations sont collectés et traités en tant que déchets.</p> <p>Un nettoyage complet des réseaux de collecte et des installations de traitement est effectué à une fréquence déterminée par l'exploitant permettant leur bon fonctionnement, et à minima une fois par an.</p> <p>L'ensemble de ces opérations de nettoyage est consigné dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>Constats : La société MB92 a mis en place une procédure de nettoyage systématique de la place occupée par le navire après son départ. Cette procédure intègre également le nettoyage des aires adjacentes et disponibles, afin de permettre de justifier d'un nettoyage complet de la zone d'activité chaque semestre (sous réserve qu'un emplacement ne soit pas occupé plus d'un semestre).</p> <p>Un nettoyage annuel des canalisations par curage est également prévu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents points de rejets font l'objet d'une surveillance selon la fréquence indiquée ci-dessous : Poussières totales : Annuelle COV : Trimestrielle Métaux et composés : Annuelle Concernant la cabine de peinture, tous les points de rejets doivent faire l'objet d'une surveillance. Concernant les cocons, les mesures seront réalisées au niveau du point de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures conformément aux normes en vigueur. L'exploitant devra justifier que les travaux réalisés lors des mesures sont représentatifs de l'activité.
Constats : La société MB92 a indiqué ne pas avoir réaliser d'opération de peinture significative depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'enregistrement, permettant de réaliser des mesures de rejets atmosphériques. Il a été rappelé à la société MB92 la nécessité de procéder aux mesures prescrites par l'arrêté préfectoral, et de formaliser les éléments justificatifs en cas d'absence de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un système de détection et d'alarme incendie dans l'ensemble des locaux ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ; - dans la Nef C, un système d'extinction automatique par mousse à haut foisonnement et un réseau de 9 PIA (poste incendie additivé) couvrant les différentes zones de la nef. - dans la cabine de peinture, un réseau de 8 RIA et une colonne humide avec coffrets incendie (tuyaux et lances) - pour la plateforme moyenne plaisance, 3 poteaux incendie permettant de délivrer 240 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux, - pour la grande forme et les plateformes associées, 2 poteaux incendie permettant de délivrer 240 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux, et 6 RIA mobiles - pour la plateforme Atlas 4 poteaux incendie permettant de délivrer 240 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux. - 2 colonnes d'aspiration d'eau de mer permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée des 2 colonnes. - Une réserve de 2 m3 d'émulseur, accessible en toute circonstance - Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque. <p>Les hydrants situés en dehors des limites de l'établissement devront être accessibles par des portillons facilement déverrouillables de type dispositif sapeurs-pompiers.</p> <p>L'ensemble des moyens de protection incendie est maintenu en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : La société MB92 a fourni les rapports de vérifications pour l'ensemble des moyens de protection incendie, à l'exception des colonnes d'aspiration, dont le contrôle est prévu le 21/12/2022. Le rapport de vérification devra être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Voies engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Voies engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le site dispose d'au moins 2 accès distincts permettant l'accès par les engins de secours à l'ensemble des installations. Ces accès au site sont garantis en permanence aux engins de secours.</p> <p>Le site dispose de voies engins et de voies accessibles aux véhicules, conformément au plan annexé au présent arrêté. Les voies engins sont conformes aux dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Une partie de ces voies engins est constitué de voiries implantées sur le périmètre géré par le gestionnaire des Chantiers Navals de La Ciotat. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour garantir que ces voies sont maintenues libres, accessibles et conformes aux exigences rappelées ci-dessus.</p> <p>L'ensemble des voies engins, voies accessibles aux véhicules et des emplacements de stationnement sont maintenues dégagée, accessibles et praticables en tout temps. Une signalétique rappelant l'interdiction de les obstruer devra être mise en place.</p> <p>Les voies et emplacements de stationnement des engins de secours et de lutte devront être clairement identifiés et matérialisés.</p> <p>Un plan du site, indiquant notamment ces accès et les zones desservies, devra être affiché à l'entrée du site et une procédure d'accueil et d'accompagnement des engins de lutte contre le feu devra être élaborée par l'exploitant et partagé avec les services d'incendie et de secours.</p> <p>Un plan des voies engins, établi sous la responsabilité de l'exploitant et en collaboration avec le SDIS, est transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : Au jour de l'inspection, le site disposait bien de 2 accès distincts et de voies engins maintenues dégagées. L'élaboration du plan des voies engins est actuellement en cours, en collaboration avec le SDIS. Ce plan ne pourra être finalisé qu'à l'issue de diagnostics des structures pouvant impactées le positionnement des voies. Considérant que les échanges sont en cours avec le SDIS, l'inspection ne propose pas de suite sur ce point. Ce plan devra être transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conteneurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant le contenu des stockages effectués dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.
Constats : La société MB92 a transmis un registre identifiant l'ensemble des conteneurs présents sur site, et précisant leur emplacement ainsi que la présence ou non de matières dangereuses. En outre, une procédure prévoit que chaque utilisateur de conteneur doit informer de la nature des matières stockées et déclarer à la société MB92 la présence de matières dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet